



Allocution du Président du CESE, Patrick BERNASCONI
Accueil du Premier ministre
Convention Citoyenne pour le Climat

Vendredi 4 octobre 2019 à 16 heures
Hypostyle

Monsieur le Premier ministre,
Madame la Ministre,

Je vous souhaite la bienvenue au nom du Conseil Economique Social et environnemental et au nom des 150 membres de la première Convention Citoyenne de la V^e République, la Convention Citoyenne pour le climat.

Ce 4 octobre fera date.

En effet pour la première fois notre pays se livre à une expérimentation formidable, une expérimentation démocratique dont l'objectif nous concerne tous: répondre à une question: « Définir les mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effets de serre ».

Au cours de l'hiver dernier les Pouvoirs Publics se sont livrés à une grande consultation qui a pris de multiples formes d'échanges avec les françaises et les français : le Grand Débat.

Ce Grand Débat a eu de nombreux mérites, dont celui de faire avancer la participation citoyenne, au cœur des préoccupations du CESE depuis de nombreuses années mais aussi l'extrême attention des Français pour la question de la transition climatique.

Dans son allocution du 25 avril le Président de la République a défini cette Convention et, Monsieur le Premier ministre, dans votre lettre du 2 juillet vous m'en avez confié en tant que Président du CESE, la mission de l'organiser : c'est chose faite.

Le comité de gouvernance présidé par Laurence Tubiana et Thierry Pech, avec Julien Blanchet, comme rapporteur général, s'y est consacré avec énergie, indépendance et cohésion ; leur travail se poursuit avec force et conviction, qu'ils en soient remerciés. Cette mission que vous avez confiée, au Conseil, ne l'a pas été au hasard, puisque cet hiver, sans bruit, le CESE avait expérimenté un tirage au sort national, de moins grande ampleur, mais dont la qualité de la participation à notre contribution au Grand Débat, avait attiré votre attention quand vous êtes venu l'entendre, ici le 12 mars dernier.

Nous sommes à l'orée de grands changements, de grandes mutations, voire de grands bouleversements.

Ces mutations des équilibres internationaux avec les phénomènes migratoires, le repli sur soi de nombreux pays, les révolutions technologiques, les révolutions industrielles et économiques conséquentes, la crise climatique, autant de sujets qui placent nos démocraties devant une question essentielle : ces mutations comment les affronter ?

Au CESE, nous pensons, et je sais que le Président de la République et vous-même partagez cette opinion, que nous devons les affronter avec plus de démocratie.

Ce plus de démocratie nous allons le vivre grâce à vous, membres de la Convention citoyenne, grâce au choix que vous avez fait de travailler ici durant les six prochains mois au détriment d'une part de votre vie de famille, et pour beaucoup, de votre vie professionnelle, vous mettant ainsi au service de l'intérêt général.

Car il s'agit bien de cela, l'intérêt général, cet intérêt général qui n'est pas la somme des intérêts particuliers, qui n'est pas non plus ce que les uns ou les autres nous pensons qu'il doit être.

La question qui vous est posée, vous allez devoir y répondre en votre âme et conscience, comme il est dit aux jurés des assises, en toute indépendance, en étant le moins possible influencés, et pour ma part, avec l'aide des garants de cette convention j'y veillerai avec force. En effet ceux qui savent déjà comment vous devez répondre à la question qui vous est posée font fausse route. La démocratie participative, ce n'est pas cela.

Voilà pourquoi il faut aussi que notre pays progresse dans cette voie et qu'en matière de démocratie délibérative nous passions à l'institutionnalisation de celle-ci : le CESE pour sa part y est prêt et l'appelle vivement de ses vœux.

Dans son allocution du 25 avril, le Président de la République en annonçant cette Convention citoyenne liait étroitement les deux objectifs.

La démocratie ne peut plus se contenter de se vivre à travers les élections. Il convient de la faire vivre en permanence sans ne jamais oublier que les électeurs sont avant tout des citoyens et être citoyen c'est l'être chaque jour de l'année. La Convention Citoyenne pour le climat est le premier acte fort de reconnaissance de la citoyenneté active, productive, des citoyens qui ont à cœur de participer à la construction des politiques publiques, leur quotidien.

Monsieur le Premier ministre, votre présence démontre l'importance que vous accordez au CESE une nouvelle fois, à la Convention citoyenne pour le climat, première convention citoyenne de notre République. Je le redis, peut être avec emphase, tellement je pense ce moment important.

Alors permettez-moi de rappeler qu'il y a 17 ans le Président Chirac déclarait à la face du monde, lors du 4^e sommet de la terre, et je crois utile de le citer plus complètement que cela n'est fait habituellement :

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables.

Il est temps, je crois, d'ouvrir les yeux. Sur tous les continents, les signaux d'alerte s'allument (...) »

Il est en effet urgent d'agir. »

Monsieur le Premier ministre vous avez la parole.